

## Journal de 13 heures

Une véritable marée humaine submerge la ville de Goma au Zaïre. Ils sont 300 000, des Hutu pour la plupart. Depuis plus d'un mois ils fuient leurs pires ennemis, les rebelles tutsi du Front patriotique rwandais

Jean-Pierre Pernaut, Nahida Nakad, Isabelle Marque

TF1, 15 juillet 1994

### **À Kibuye, les habitants craignent le départ des soldats Français.**

[Jean-Pierre Pernaut :] À la demande de la France, soutenue par les États-Unis, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies hier soir [14 juillet]. Il exige un cessez-le-feu immédiat au Rwanda et lance un nouvel appel pour venir en aide aux centaines de milliers de réfugiés qui affluent depuis 48 heures au Zaïre. On parle de 200 000 – même 400 000 ! – réfugiés [on voit la salle de réunion du Conseil de sécurité puis, sur un autre plan, Claude Dusaidi en train d'être interviewé]. Un véritable exode de toute une population terrorisée par l'avance du FPR. Et une situation humanitaire complètement catastrophique. Nahida Nakad.

[Nahida Nakad :] Une véritable marée humaine submerge la ville de Goma au Zaïre [on voit deux colonnes de réfugiés le long des bords d'une route]. Ils sont 300 000, des Hutu pour la plupart. Depuis plus d'un mois ils fuient leurs pires ennemis, les rebelles tutsi du Front patriotique rwandais. Le FPR a pris Ruhengeri, la principale ville du nord du pays, et avance sur Gisenyi où s'étaient installées les forces gouvernementales [diffusion d'une carte montrant les villes de Kigali, Ruhengeri, Gisenyi et Goma ; une flèche part de Ruhengeri vers Gisenyi].

Au poste-frontière, les douaniers zaïrois n'ont pas pu arrêter la masse de réfugiés. Des hommes, des femmes et des enfants déterminés à quitter leur pays coûte que coûte avec tout ce qu'ils ont pu emporter de leurs biens [on voit les réfugiés massés au poste-frontière de Goma]. Beaucoup souffrent de diarrhées, de malnutrition et de paludisme. Les organisations humanitaires débordées affirment que le Zaïre sera frappé d'ici la fin du mois par un désastre humain et écologique.

Pourtant, cette fuite en avant était bien prévisible. La communauté internationale a hésité une fois de plus à venir en aide à des populations en danger. Il faudra des semaines pour leur assurer une assistance minimum. Ce sera trop tard pour des centaines de réfugiés rwandais [diffusion d'images de réfugiés en train de marcher].

[Jean-Pierre Pernaut :] Autre conséquence de l'avancée du FPR : la fuite de l'ancien gouvernement hutu vers la zone de sécurité contrôlée par les Français. Mais l'armée française n'a pas l'intention de les protéger. Dans cette zone il y a aussi des réfugiés qui craignent le départ de nos soldats. Envoyés spéciaux, Isabelle Marque et Gilles Hémart.

[Isabelle Marque :] Kibuye, c'est l'un des PC français de la Zone humanitaire sûre [on voit un groupe de soldats en train de discuter devant un bâtiment, l'un d'eux éclate de rire]. C'est aussi un gros bourg tristement célèbre : le 17 avril, 3 000 Tutsi piégés sur la presqu'île ont été massacrés dans cette église [la caméra dézoome sur l'église de Kibuye].

Les rescapés sont sous la protection des Français au QG. 150 personnes qui ont vécu des heures épouvantables [on voit notamment un enfant recevoir des soins par des médecins militaires français]. Jean-Baptiste a perdu sa famille [on le voit parler à un groupe d'enfants à côté d'un soldat français]. Pour lui, et ceux que l'on retrouve encore chaque jour, les massacres sont terminés mais leur vie dépend toujours des Français.

[Isabelle Marque interviewe Jean-Baptiste : - "Vous pensez que vous allez plutôt partir si les Français s'en vont, quoi?". Jean-Baptiste : - "[Silence] On va partir peut-être vers d'autres camps où ils vont nous... laisser. Ça c'est leur mission. Euh..., nous, nous sommes... ici justement pour être sauvés".]

À Kibuye aujourd'hui, ce sont surtout des Hutu que l'on rencontre [on voit un véhicule passer devant la caméra sur lequel un drapeau français a été accroché], les habitants, frappés d'amnésie, mais aussi des réfugiés qui craignent des représailles tout en déplorant les massacres. Plutôt aisées, ces familles-ci n'ont pas encore de gros besoins [gros plan sur la main d'un enfant tenant la main d'un soldat français en train de discuter avec un villageois].

Leur souci, c'est la sécurité.

[Un villageois : "Les Français..., nous avons confiance en eux. Je sais pas pourquoi. On a confiance en... eux. Si ils sont là, on pense qu'on est protégés. Mais s'ils partent, on sait pas que..., on n'est pas sûr que les autres vont faire ce que les Français faisaient. Ou bien essayaient de faire".]

Tout le problème est là : seuls les Français rassurent [on voit un soldat français jouer avec un groupe d'enfants]. Et l'unique point commun entre les deux populations déchirées, c'est la peur de la relève des soldats par une mission de l'ONU en laquelle ils n'ont aucune confiance [on voit un soldat français marcher de dos en tenant deux enfants par les mains].